



REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DU GARD
COMMUNE D'AIGUES MORTES

ARRETE DU MAIRE

Réf : ARR/2023/N°520/6.1

Objet :

AUTORISATION DE STATIONNEMENT DE TAXI – CHANGEMENT DE VEHICULE

Le Maire de la commune d'Aigues-Mortes,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L 2213.33 et suivants concernant les pouvoirs de police du Maire,
Vu le Code des Transports, notamment ses articles L 3121-1-2, et R 3121-4 et R 3121-6,
Vu le Code de la Route,
Vu le Code du Commerce,
Vu le Code de la Consommation,
Vu le Code du Travail,
Vu le Code Pénal,
Vu le Code de la Justice Administrative, pris notamment en ses articles R421-1 à R421-7,
Vu l'arrêté préfectoral n° 2013-224-0004 du 12 août 2013 portant définition des caractéristiques de la plaque d'identification des taxis,
Vu l'arrêté municipal n°2016/195 en date du 05 avril 2016, fixant le nombre d'autorisations de stationnement de taxis sur la commune d'Aigues-Mortes,
Vu la demande de Monsieur Loïc CALLEJON – Taxi Croix de Camargue – 17 rue Jean-Jacques Pradier 30220 AIGUES-MORTES, en date du 10 août 2023, relative à son changement de véhicule,

Considérant que Monsieur Loïc CALLEJON est titulaire de la carte professionnelle de conducteur de taxi, N°150888 délivrée par la Préfecture du Gard,

ARRETE

ARTICLE 1 :

Monsieur Loïc CALLEJON, né le 25 février 1973 à Nîmes, domicilié 17 rue Jean-Jacques Pradier 30220 AIGUES-MORTES, titulaire de la carte de conducteur de taxi délivrée sous le n° 150888 par la Préfecture du Gard, est autorisé à exploiter l'autorisation de stationnement de taxi n°2, à Aigues-Mortes, sur le lieu réservé aux taxis situé sur le côté du parking P1, au pied de la Tour de Constance.

ARTICLE 2 :

Le véhicule utilisé par Monsieur Loïc CALLEJON pour cette autorisation sera le suivant :

Genre : **V.P.**

Classe : **GLC 300**

Modèle : **MERCEDES**

N° de série : **W1N0J1BB8PG167816**

Carrosserie : **CI**

Energie : **GL**
Puissance/CV : **11**
Places assises : **5**
N° Immatriculation : **GN-573-CA**
Certificat d'immatriculation : **2023DN05714**
Date d'immatriculation : **30/03/2023**

ARTICLE 3 :

Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont prévues et réprimées conformément aux dispositions des codes précités. Elles feront l'objet d'une verbalisation en application des articles susnommés, par les agents de Police, de Gendarmerie et les Agents Municipaux Assermentés à cet effet.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de M. le Maire d'Aigues-Mortes, autorité territoriale ayant arrêté l'acte administratif en cause, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision contestée.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères – CS 88010 30941 – NÎMES Cedex 09 – www.telerecours.fr) dans ce même délai de deux mois, à compter de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Sauf disposition législative ou réglementaire contraire, dans les cas où le silence gardé par l'autorité administrative sur une demande vaut décision de rejet, l'intéressé dispose, pour former un recours, d'un délai de deux mois à compter de la date à laquelle est née une décision implicite de rejet.

Toutefois, lorsqu'une décision explicite de rejet intervient avant l'expiration de cette période, elle fait à nouveau courir le délai de recours.

ARTICLE 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services,

Monsieur l'Elu en charge de la Sécurité,

Monsieur le Commandant la Communauté de Brigades de Gendarmerie du Grau du Roi,

Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie d'Aigues-Mortes,

Monsieur le Chef de Service de la Police Municipale,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de commenter et de faire respecter le présent arrêté, qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la Mairie.

Fait à Aigues-Mortes le 28 août 2023

Le Maire,
Pierre MAUMEJEAN

Pour le Maire par Délégation
Le Directeur Général des Services,
Christophe BARONI

